

de telles dépenses. Parfois, on ne s'oppose pas au montant requis, mais à la façon dont le ministre prétend le percevoir.

Pour un débat de ce genre qui se poursuit depuis plus d'une semaine et porte sur plusieurs questions traitées par le ministre lors de la conférence fédérale-provinciale, il est difficile d'innover. Ainsi que l'a signalé le ministre, le budget se fonde sur la supposition qu'aucune entente ne peut être conclue avec les provinces. L'absence de tout accord fédéral-provincial a rendu sa tâche extrêmement compliquée. Il a dit à la Chambre qu'étant donné l'impossibilité d'en arriver à une entente générale il tentera de conclure des accords particuliers avec les diverses provinces. Je remarque dans le discours du trône l'extrait suivant:

Une assemblée du Comité de coordination de la Conférence fédérale-provinciale a eu lieu en janvier. L'examen des propositions soumises par les gouvernements du Dominion et des provinces a progressé. Le comité se réunira de nouveau le 25 avril.

La conférence donnera peut-être lieu à la présentation d'autres projets législatifs.

Les mesures législatives alors prévues ne devaient sûrement pas consister en résolutions budgétaires. Je traiterai presque exclusivement de cet aspect du budget, c'est-à-dire l'intention exprimée par le Gouvernement de conclure des ententes particulières avec les provinces. En somme, il entend dire à chacune d'elles: "Si vous abandonnez la perception de certains impôts, nous vous verserons une somme considérable." Si vous, les provinces, convenez de ne prélever ni de percevoir d'impôts sur les revenus des particuliers, ni sur ceux des corporations, ni sur les successions, ni sur les héritages, nous vous verserons une somme considérable. Je me borne à la proposition générale et je n'entrerai pas dans les détails de l'offre. C'est ce que dit le Gouvernement aux provinces. Et il ajoute: "En outre, nous le gouvernement fédéral, en retour de cette concession, nous payerons \$15 par tête, d'après le chiffre de population établi en recensement de 1941 ou à une date ultérieure; nous garantissons que ce versement sera d'au moins 50 p. 100 plus élevé que les versements qui vous ont été affectés en vertu des accords du temps de guerre, et en outre nous nous engageons à accroître ces versements à mesure que croîtront votre population et votre production par tête."

Le ministre a consigné au compte rendu un tableau indiquant en chiffres ronds ce que cette offre signifie. Il révèle que la somme minimum garantie, si toutes les provinces acceptent la proposition, s'établit à 181 mil-

lions, qu'elle atteindra probablement 198 millions par année, et qu'il est possible, voire probable, qu'elle augmentera davantage.

Ni moi ni mon parti ne nous opposons à l'aide accordée aux provinces, à l'aide fondée sur les besoins. Je m'oppose à la façon dont on désire leur accorder cette aide, et c'est de cette méthode et de ses résultats que je me propose de parler cet après-midi.

Je ne crois pas qu'une province quelconque s'oppose à une nouvelle répartition des revenus fédéraux selon les besoins. Voici les paroles du premier ministre de la province de Québec, consignées au compte rendu des délibérations de la séance plénière de la conférence fédérale-provinciale:

Les propositions fédérales sont inacceptables pour les nombreuses raisons que j'ai données et qu'il serait inutile de répéter. Comme je l'ai dit, il est encore possible qu'Ottawa en vienne à un meilleur sens des proportions, soit dit sans vouloir blesser personne. Il est possible de s'entendre à l'amiable en nous fondant sur les principes énoncés dans la constitution et en tenant compte du passé, du présent et de l'avenir.

Je puis dire qu'au début de la Confédération, les principales sources de revenu étaient les droits de douane et d'accise, ainsi que les impôts indirects, qui relevaient tous du gouvernement fédéral. Depuis lors, il s'est produit des changements et, les impôts directs qui étaient la seule source de revenu des provinces, rapportent maintenant davantage, même plus que les domaines fiscaux attribués au gouvernement fédéral lors de la Confédération. Je suis d'avis qu'il faudrait tenir compte de ces faits et, pour ma part, je ne m'oppose aucunement à une nouvelle répartition des sources de revenu pour des fins administratives. Cependant, je m'oppose le plus vigoureusement possible aux méthodes qu'on veut employer en vue d'effectuer cette nouvelle répartition. Voici quelques-unes de mes objections.

Par exemple, le budget annuel des dépenses de la province de Québec s'élève à près de 100 millions de dollars; en vertu des propositions, elle recevrait un peu moins de 60 millions du gouvernement fédéral. Le budget des dépenses de la province d'Ontario s'élève à 100 millions environ et, sous le régime de ces propositions, elle recevrait environ 65 millions par année. La constitution prévoit un gouvernement parlementaire, représentatif et responsable. A chaque instant du jour, le gouvernement repose sur la confiance de la Chambre et de la population de la province ou du Dominion. Il incombe au gouvernement de trouver les fonds nécessaires à son administration et il doit rendre compte de ses dépenses jusqu'au dernier cent.

Voilà comment nous nous rendons compte de la prévoyance de nos ancêtres. Cette série